



C/37/17

ORIGINAL : anglais

DATE : 22 septembre 2003

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**  
GENÈVE

**CONSEIL**

**Trente septième session ordinaire**  
**Genève, 23 octobre 2003**

**EXAMEN DE LA CONFORMITE DE LA LOI SUR LE DROIT D'OBTENTEUR**  
**DE LA REPUBLIQUE D'ISLANDE AVEC L'ACTE DE 1991**  
**DE LA CONVENTION UPOV**

*Document établi par le Bureau de l'Union*

Introduction

1. Par une lettre datée du 14 juillet 2003, adressée au secrétaire général de l'UPOV, M. Stefan H. Johannesson, ambassadeur, représentant permanent de la République d'Islande auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, a demandé l'examen de la loi n° 58/2000 sur le droit d'obtenteur, adoptée par le Parlement de la République d'Islande (ci-après dénommée "Islande") et modifiée par la loi n° 72/2003 (ci-après dénommée "loi"), sous l'angle de sa conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). Cette lettre est reproduite dans l'annexe I du présent document. L'annexe II [en anglais seulement] contient une traduction en anglais de la loi, communiquée par le Gouvernement de l'Islande.

2. L'Islande n'a pas signé l'Acte de 1991. En vertu de l'article 34.2) de l'Acte de 1991, il doit donc déposer un instrument d'adhésion pour devenir partie contractante sur la base de l'Acte de 1991. Conformément à l'article 34.3) de l'Acte de 1991, un instrument de ce type ne peut être déposé que si l'État en question a demandé l'avis du Conseil au sujet de la conformité de ses lois avec les dispositions de la Convention et si la décision du Conseil qui exprime cet avis est positive.

### Fondement de la protection des obtentions végétales en Islande

3. La protection des obtentions végétales en Islande est régie par la loi. On trouvera ci-après une analyse de la loi dans l'ordre des dispositions de droit matériel de l'Acte de 1991.

#### Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

4. L'article premier de la loi indique qui peut prétendre à la protection, conformément à la définition de la notion d'obteneur à l'article 1.iv) de l'Acte de 1991. La loi ne contient pas de définition du terme "variété". Il est recommandé d'incorporer dans la loi ou dans son règlement d'application une définition de ce terme conforme à celle figurant à l'article 1.vi) de l'Acte de 1991.

#### Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligations fondamentales des parties contractantes

5. La loi prévoit l'octroi du droit d'obteneur sur la base du dépôt d'une demande auprès de la Commission d'octroi du droit d'obteneur (article premier de la loi). La loi est donc conforme à l'article 2 de l'Acte de 1991.

#### Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

6. La loi est applicable à tous les genres et espèces. Cette information a été confirmée par une communication du Ministère de l'agriculture de l'Islande datée du 11 septembre 2003 (signée par M. Jon Skaptason pour le ministre). La loi est donc conforme à l'article 3 de l'Acte de 1991.

#### Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

7. La loi ne limite pas l'accès des ressortissants d'un État étranger ou des personnes qui ont leur domicile dans cet État à la protection. En vertu de l'article 3.4) de la loi, "lorsque le déposant d'une demande de droit d'obteneur n'a ni son domicile ni un établissement dans ce pays ou dans un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen [ou à la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange], il doit désigner un agent qui a son domicile ou un établissement dans ce pays". La loi est donc conforme aux dispositions de l'article 4 de l'Acte de 1991.

#### Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection; nouveauté; distinction; homogénéité; stabilité

8. Les conditions de la protection énoncées à l'article 2 de la loi incorporent en substance les éléments visés aux articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

9. Plus précisément, l'article 2.1) de la loi porte sur la condition de la "distinction" et contient une explication appropriée de la notion de "variété notoirement connue" dans le dernier alinéa de l'article 2, qui satisfait aux conditions énoncées à l'article 7 de l'Acte

de 1991. Il est recommandé de préciser dans la loi que la variété candidate doit pouvoir se distinguer “nettement”.

10. L'article 2.2) de la loi traite de la condition relative à l'“homogénéité”, mais ne donne pas de définition de ce terme. Il est recommandé de faire figurer cette définition dans la loi ou dans son règlement d'application, conformément à l'article 8 de l'Acte de 1991.

11. Il est recommandé de modifier l'article 2.3) de la loi afin d'y incorporer une définition de la “stabilité”, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Acte de 1991.

12. L'article 2.4) de la loi traite de la condition de la “nouveauté”, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Acte de 1991. Il est recommandé de préciser dans la loi que les délais de grâce prévus à l'article 2.4)a) et b) sont comptés à partir de la date du dépôt de la demande.

#### Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

13. Les articles 3 à 8 au chapitre II de la loi concernent les demandes. La loi ne contient pas de disposition qui soit incompatible avec celles de l'article 10 de l'Acte de 1991.

#### Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

14. L'article 6.2) de la loi autorise les revendications de priorité fondées sur une demande antérieure déposée auprès d'un autre membre de l'UPOV pendant un délai de 12 mois. Il est recommandé de préciser dans la loi ou dans son règlement d'application que le délai de priorité est compté à partir de la date du dépôt de la première demande et que le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai. La loi est donc conforme à l'article 11.1) de l'Acte de 1991.

15. La loi accorde au demandeur un délai de trois mois pour déposer les documents et éléments de preuve pertinents concernant la première demande, conformément aux dispositions de l'article 11.2) de l'Acte de 1991.

16. Il est recommandé d'incorporer en substance dans la loi ou dans son règlement d'application l'article 11.3) de l'Acte de 1991, qui permet à un demandeur revendiquant la priorité de la première demande de bénéficier d'un report de l'examen de la variété pouvant aller jusqu'à deux ans à compter de la date d'expiration du délai de priorité, ou d'un délai approprié si la première demande a été rejetée ou retirée.

#### Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

17. L'article 9 de la loi contient des dispositions relatives à l'examen des variétés candidates qui sont conformes à celles de l'article 12 de l'Acte de 1991.

#### Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

18. L'article 6.1) de la loi prévoit une protection provisoire à compter de la date du dépôt de la demande. Il est recommandé de faire figurer dans le règlement d'application davantage de précisions sur la mise en œuvre de l'article 6.1) de la loi.

#### Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obtenteur

19. L'article 17 de la loi énonce les actes à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication pour lesquels l'autorisation de l'obtenteur est requise, conformément à l'article 14.1) de l'Acte de 1991. L'article 17 contient également une disposition concernant les actes à l'égard du produit de la récolte, conformément à l'article 14.2) de l'Acte de 1991. L'article 16 de la loi indique les variétés couvertes par le droit d'obtenteur, notamment, outre les variétés enregistrées conformément à la loi, les variétés essentiellement dérivées et certaines autres variétés, conformément aux dispositions de l'article 14.5) de l'Acte de 1991.

#### Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obtenteur

20. L'article 18.1), 2) et 3) de la loi prévoit les trois exceptions obligatoires visées à l'article 15.1) de l'Acte de 1991.

21. En vue de prendre pleinement en considération la portée des exceptions prévues à l'article 15.1)iii) de l'Acte de 1991, il est recommandé d'ajouter après les termes "actes accomplis aux fins de la création", à l'article 18.3) de la loi, la phrase suivante : "Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés, ainsi que, à moins que les dispositions concernant les variétés essentiellement dérivées et certaines autres variétés ne soient applicables, aux actes auxquels s'étend le droit d'obtenteur, accomplis à l'égard des variétés issues des activités de sélection".

22. L'article 16.5) de la loi prévoit que "le Ministère de l'agriculture peut fixer des règles disposant que les personnes qui reproduisent ou multiplient des variétés d'espèces particulières uniquement en vue de les utiliser à des fins d'exploitation privée sont également tenues de s'acquitter d'un droit de licence". S'il est prévu d'incorporer à cette disposition l'exception facultative énoncée à l'article 15.2) de l'Acte de 1991, il est recommandé de donner davantage de précisions sur sa mise en œuvre dans le règlement d'application.

#### Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

23. Les dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obtenteur énoncées à l'article 16 de l'Acte de 1991, figurent à l'article 18.4) de la loi. À cet égard, l'alinéa 4 contient la notion d'épuisement au niveau régional, conformément à l'article 16.3) de l'Acte de 1991. Il est recommandé de compléter la portée de la règle de l'épuisement de manière à supprimer le terme "reproduction ou multiplication" à la première ligne de l'article 18.4) et d'incorporer dans la loi ou dans son règlement d'application une définition du terme "matériel" conforme à celle figurant à l'article 16.2) de l'Acte de 1991.

#### Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

24. L'article 20 de la loi contient des dispositions relatives à l'octroi de licences non volontaires par le Ministère de l'agriculture pour des raisons d'intérêt public. Cette disposition indique également que les obtenteurs recevraient, dans ce cas, une rémunération équitable. La loi est donc conforme aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

25. La loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec celles de l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

26. L'article 12 de la loi prévoit que la durée de la protection est de 25 ans, sous réserve du paiement de la taxe annuelle, et de 30 ans pour les genres et espèces particuliers. La loi prévoit donc une durée de protection supérieure au minimum requis, conformément à l'article 19 de l'Acte de 1991.

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

27. Les articles 10 et 11 de la loi contiennent des dispositions relatives à la dénomination des variétés qui satisfont en substance aux conditions énoncées à l'article 20 de l'Acte de 1991.

28. L'article 11.5) de la loi est ainsi libellé : "Le Ministère de l'agriculture peut fixer davantage de règles formelles concernant la dénomination des variétés". Il est recommandé de faire figurer dans la loi ou dans le règlement d'application relatif à la dénomination des variétés, les conditions énoncées aux paragraphes 1.b), 4), 5), 6), 7) et 8) de l'article 20 de l'Acte de 1991, eu égard en particulier à l'article 11.4) : "La Commission d'octroi du droit d'obtenteur peut, dans des cas particuliers et à la demande de l'obtenteur, autoriser l'utilisation pour une variété d'une dénomination différente de celle qui avait été initialement approuvée". Cette disposition doit être appliquée conformément à l'obligation énoncée à l'article 20.5) de l'Acte de 1991 selon laquelle la même dénomination doit être enregistrée auprès de tous les membres de l'UPOV, à moins que la Commission d'octroi du droit d'obtenteur constate la non-convenance de cette dénomination en Islande. En conséquence, une dénomination différente de celle qui avait été initialement approuvée, proposée à la demande de l'obtenteur, ne doit être examinée par la commission que si ce changement se justifie compte tenu de la non-convenance de la dénomination initiale en Islande.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

29. L'article 14.1) et 2) énonce les motifs sur lesquels fonder la nullité du droit d'obtenteur, conformément à l'article 21.1)i) et ii) de l'Acte de 1991.

30. La loi ne prévoit pas de disposition relative à la déclaration de la nullité du droit d'obtenteur si ce dernier "a été octroyé à une personne qui n'y avait pas droit, à moins qu'il ne soit transféré à la personne qui y a droit", conformément aux dispositions de l'article 21.1)iii) de l'Acte de 1991. Il est recommandé de modifier l'article 14 de la loi afin d'incorporer les dispositions de l'article 21.1)iii) de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance du droit d'obtenteur

31. L'article 14.2) de la loi traite des cas dans lesquels "la Commission d'octroi du droit d'obtenteur peut supprimer une variété du registre officiel des variétés". Le premier cas concerne la renonciation par l'obtenteur et les autres cas, énoncés aux sous-alinéas 2, 3 et 4, sont conformes aux motifs de déchéance mentionnés à l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la Convention

32. Selon l'article 30.1)i) de l'Acte de 1991, les parties contractantes "prévoient les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur". Les articles 25 et 26 de la loi prévoient des amendes et des dommages-intérêts en cas d'infraction ou d'atteinte au droit d'obtenteur. La loi est donc conforme à l'article 30.1)i) de l'Acte de 1991.

33. En vertu de l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, les parties contractantes doivent "établir un service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur ...". L'article 22 de la loi prévoit que le Ministère de l'agriculture nomme les membres de la Commission d'octroi du droit d'obtenteur chargée de l'application de la présente loi. La loi est donc conforme à l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991.

34. Aux termes de l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991, les parties contractantes sont tenues de publier des renseignements sur les demandes de droits d'obtenteur et les droits d'obtenteur octroyés, ainsi que sur les dénominations proposées et approuvées. L'article 7.3) de la loi prévoit la publication des demandes dans le bulletin national. L'article 12.4) de la loi indique que les enregistrements relatifs aux droits d'obtenteur doivent être publiés dans le bulletin national. Il est recommandé de préciser dans la loi ou dans son règlement d'application que la publication de la demande doit également être accompagnée de celle de la dénomination proposée et que la publication de l'enregistrement doit également être accompagnée de celle de la dénomination enregistrée ou approuvée. Les dispositions de la loi satisfont en substance aux conditions énoncées à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

35. Le Bureau de l'Union propose par conséquent que le Conseil avise le Gouvernement de l'Islande que la loi incorpore dans ses principales dispositions l'essentiel de l'Acte de 1991, mais qu'il convient d'y apporter les modifications indiquées aux paragraphes 9, 11, 12, 21, 23 et 30 du présent document pour qu'elle soit pleinement conforme à l'Acte de 1991. Une fois que ces modifications auront été apportées à la loi, l'Islande pourra déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991.

*36. Le Conseil est invité à prendre note des renseignements ci-dessus et à adopter la décision figurant au paragraphe qui précède.*

[L'annexe I suit]

ANNEXE I

Traduction d'une lettre adressée par : M. Stefan H. Johannesson  
Ambassadeur  
Représentant permanent  
Mission permanente de la République  
d'Islande  
Genève

à : M. Kamil Idris  
Secrétaire général  
Union internationale pour la protection  
des obtentions végétales (UPOV)

Genève, le 14 juillet 2003  
Ref : UTN03010362/52.B.061; 01.D.004  
SHJ/ID

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai le plaisir de vous informer que, le 19 mai 2000, le Parlement de la République d'Islande a adopté la loi n° 58/2000 sur le droit d'obtenteur.

La République d'Islande a l'intention d'adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, la Convention UPOV du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991 (Acte de 1991).

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de l'Acte de 1991, je vous serais reconnaissant de bien vouloir demander au Conseil de l'UPOV d'examiner la conformité de la législation de l'Islande avec les dispositions de l'Acte de 1991.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

[Signé]

M. Stefan H. Johannesson  
Ambassadeur  
Représentant permanent

Pièces jointes : loi sur le droit d'obtenteur et traduction de la loi en anglais.

[L'annexe II suit]

## ANNEXE II / ANNEX II / ANLAGE II / ANEXO II

## BREEDER'S RIGHT ACT

No 58 of 19 May 2000

Date of entry into force 26 May 2000. Amended by Act No 72/2003 (Date of entry into force 10 April 2003).

## CHAPTER I

General ProvisionsArticle 1

A person who has bred, or discovered and developed a new variety (a variant or a strain of a plant species) or another person who has acquired the person's right, a breeder, can, in accordance with the present Act, acquire exclusive right to exploit it for professional reasons. A right concerning a variety (breeder's right) is granted on the basis of an application filed with the Breeder's Right Committee, cf. Article 22.

The Minister of Agriculture is responsible for the implementation of the present Act.

Article 2

Breeder's right may be granted when a variety is:

1. distinct, i.e. it is distinguishable from any other variety the existence of which is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application, cf. paragraph 2;
2. Sufficiently uniform;
3. stable with respect to the characteristics used to distinguish it from other varieties, cf. paragraph 1, when being propagated using the method specified by the breeder; and
4. new, i.e. propagating material of the variety or its harvest has not, with the breeder's consent, been sold or offered for sale to the public or otherwise disposed of for purposes of exploitation for professional reasons:
  - a) in this country, for a longer period than one year, or
  - b) abroad, for a longer period than four years, yet for six years in the case of trees or of vines.

The existence of a variety shall be deemed to be a matter of common knowledge provided it has been sold or offered for sale to the public, entered in an official register of varieties, or it is a matter of common knowledge by other means. Where a variety has been characterized in an application for a breeder's right, a patent application, or an application for



its entry into an official register of varieties in this country or in another state, its existence shall be deemed a matter of common knowledge from the time of the filing of the application onward. This will only apply given the aforementioned applications have lead to approval.

## CHAPTER II

### Application

#### Article 3

An application for the entry of a variety into an official register of varieties shall be filed in writing with the Breeder's Right Committee.

An application for a variety shall comprise a characterization of the variety and specify in particular what distinguishes it from other varieties. It shall also include a suggested denomination for the variety together with the name and address of its innovator. The applicant's name, identification number and address shall also be indicated.

Where the applicant and the innovator are not the same person the applicant shall verify his or her authority to apply for a breeder's right.

Where the applicant neither resides nor is established in this country or in any State Party to the Agreement on the European Economic Area [or the Agreement Establishing the European Free Trade Association]<sup>1</sup> he shall have an agent residing, or who is established, in this country.

The Breeder's Right Committee may instruct the applicant to provide, within a prescribed period, any information required to process his or her application. The Breeder's Right Committee may also instruct the applicant to provide, within a prescribed period, documents and material for examination, cf. Article 9.

The applicant shall pay an application fee of ISK 30 000.

#### Article 4

On receipt of a valid application it shall be entered into the Breeder's Right Committee's Diary without delay and a copy of the application, together with an inscription containing the date of entry into the Diary, shall be forwarded to the applicant.

The Diary shall be open to the public with the exception of information on lines forming a hybrids variety and their characterization, provided the applicant has insisted that such information will be kept secret.

#### Article 5

If, within a prescribed period of time, the applicant does not provide information, or documents and material requested be the Breeder's Right Committee in accordance with the fifth paragraph of Article 3, the Committee may delete the application from the Diary.

#### Article 6

From the date of application onward the applicant has the right of protection of a variety preceding that of others who subsequently apply for protection of the same variety.

On request submitted by the applicant the Breeder's Right Committee can deem the application to have been received concurrently with the first application for breeder's right in any Member State of The International Union for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV), provided the first application was filed during the last twelve months before the date of application in this country. Such request shall be included in the application and evidence produced of the receipt of the first application within three months from the date of application in this country.

#### Article 7

As soon as possible, after the entry of an application into the Breeder's Right Committee's Diary, the Committee shall conduct a preliminary examination to determine if a variety fulfils the conditions of protection.

If the Committee is of the opinion, on having concluded the examination, that the conditions have been fulfilled it shall publish a notification in the National Gazette, including an appeal to possible interested parties to object against the registration of the variety within a prescribed period.

On the other hand, if the Committee is of the opinion that conditions have not been fulfilled the applicant shall be given time to submit observations. The application shall be notified in the National Gazette, provided the applicant's observations have changed a conclusion drawn earlier.

#### Article 8

If, on the basis of observations submitted, the Breeder's Right Committee decides to delete an application from its Diary and cancel the examination, a notification shall be published to that effect in the National Gazette.

The Breeder's Right Committee will not rule on questions concerning the applicants right to a variety. The Committee shall call the parties attention to the fact that matters of dispute may be presented to a Court of Law. Where the Committee is notified of a court action the application shall be inscribed accordingly.

### CHAPTER III

#### Examination and Registration

#### Article 9

The Breeder's Right Committee shall, before a variety can be protected and subject to Article 21, determine whether the variety is in compliance with the conditions for protection,

cf. Article 2, by way of a special examination if necessary, and whether it has the distinctive characteristics specified in the application.

The applicant may be required to make a payment to the Committee owing to its examinations expenses, cf. the first paragraph of this Article. Such a payment shall in no case exceed ISK 30 000.

#### Article 10

Where a variety is deemed to be in compliance with the conditions for protection, the Breeder's Right Committee shall register it in the official register of varieties under an approved variety denomination, cf. Article 11.

The Breeder's Right Committee can reject an application for registration of a variety if the applicant does not answer, within a prescribed period, the Committee's plea to propose a denomination of the variety or propose a new denomination for it, if the Committee holds the belief that the proposed denomination does not meet the conditions imposed.

Where an action has been brought before a court of law, cf. the second paragraph of Article 8, a note to that effect shall be entered into the official register of varieties.

#### Article 11

An approved denomination shall be applied to designate a variety, which shall be maintained even when the variety is no longer protected.

The denomination may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties of the species in question. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety, or the identity of the breeder. It must be different from every denomination, which already designates an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

An additional denomination may be used in relation to the variety denomination.

The Breeder's Right Committee may, in special cases and at the breeder's request, authorize a different denomination for a variety from that which was originally approved.

The Minister of Agriculture may establish more express rules on variety denominations.

#### Article 12

On having registered a variety the Breeder's Right Committee will issue a breeder's right document and deliver it to the applicant against the payment of a registration fee of ISK 3 000. This document is valid for one year and is renewable one year at a time for up to 25 years.

Protection in accordance with a breeder's right document is renewed by way of a payment of the annual fee to the Breeder's Right Committee. The annual fee is due on the date of issue of the breeder's right document. The annual fee for each year from the first year of payment until the 10<sup>th</sup> year of payment is ISK 3 000. The fee for each year from the

11<sup>th</sup> year until the 25<sup>th</sup> year is ISK 6 000. The fee for each year from the 26<sup>th</sup> year until the 30<sup>th</sup> year is ISK 9 000.

Notwithstanding the first paragraph of this Article the Minister of Agriculture may provide for a longer period of validity with respect to a breeder's right document concerning specified species and genera, thus allowing a variety to be protected for up to 30 years.

A registration notice shall publish in the National Gazette.

### Article 13

Subsequent to registration the Breeder's Right Committee may check the breeder's compliance with the requirement to preserve the variety in a satisfactory manner. For this purpose, and within the period prescribed by the Committee, the breeder shall provide the Committee with necessary material for propagation of the variety in question.

### Article 14

The Breeder's Right Committee shall declare a breeder's right granted by it null and void when it is established:

1. that a variety does not comply with the conditions of being distinct and new, laid down in subparagraphs 1 and 4 of the first paragraph of Article 2, at the time of the grant of the breeder's right;
2. that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, a variety does not comply with the conditions of being sufficiently uniform and stable, laid down in subparagraphs 2 and 3 of the first paragraph of Article 2, at the time of the grant of the breeder's right.

The Breeder's Right Committee may delete a variety from the official register of varieties if:

1. the breeder files a request with the Committee to that effect;
2. the annual fee is unpaid;
3. a variety does no longer comply with the conditions of being sufficiently uniform and stable, laid down in subparagraphs 2 and 3 of the first paragraph of Article 2;  
or
4. the breeder does not answer, before the end of a prescribed period, the Committee's plea to:
  - a) provide it with necessary material for propagation of the variety for the purpose of surveillance subsequent to registration, or

- b) propose a new variety designation, where the Committee has, subsequent to registration of the variety, established that an approved designation does not comply with rules laid down by the Minister of Agriculture.

A variety shall be deleted from the official register of varieties two months after the breeder has been notified in a verifiable manner of the decision of the Breeder's Right Committee, unless he files a lawsuit before the end of that period.

#### Article 15

Where a variety has been deleted from the official register of varieties it will not be registered anew. The Breeder's Right Committee shall publish a notification to that effect in the National Gazette together with justifications.

### CHAPTER IV

#### Breeder's Right

#### Article 16

Breeder's right comprises:

1. varieties registered in accordance with the present Act;
2. any other plant groupings, which are not clearly distinguishable from the registered variety;
3. varieties essentially derived from the registered variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety; and
4. varieties the production of which requires the repeated use of the registered variety.

For the purposes of subparagraph 3 of the first paragraph above, a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety when:

1. it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety;
2. it is clearly distinguishable from the initial variety; and
3. except for the differences, which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

Article 17

Breeder's right entails that others may not perform the following acts in respect of the propagating material of the protected variety without the authorization of the breeder:

1. exploiting of the material commercially for the purposes of production, propagation, or conditioning for the purpose of propagation;
2. importing or exporting, offering for sale, selling or other marketing; or
3. stocking for any of the purposes mentioned in subparagraphs 1 and 2 above.

The breeder may make his or her authorization subject to conditions, including the payment of an equitable licensing fee.

The Minister of Agriculture may establish rules prescribing that persons, who propagate varieties of particularly specified species solely to be used for private operating activities, should also pay licensing fees.

Persons who for commercial purposes propagate varieties or sell propagating material of varieties shall provide the breeder with the necessary details for the purposes of the collection of licensing fees.

The provisions of paragraph one to four above also apply to harvested material of a variety obtained through the exploitation of its propagating material, where the breeder has not:

1. authorized the said exploitation; and
2. had the opportunity to use his or her right in accordance with the first paragraph above.

The conditions imposed by the breeder, in accordance with the second paragraph above, shall only apply to the use and provision referred to in the first paragraph above. The conditions shall be reasonable and all producers shall receive equal treatment.

Article 18

Breeder's right does not extend to:

1. use for private but not professional reasons;
2. use in experiments;
3. acts done for the purpose of breeding;
4. use of propagating material of a variety marketed by the breeder or his or her agent in the European Economic Area [or in a State Party to the Agreement Establishing the European Free Trade Association], provided that the above mentioned use does not involve:

- a) further propagation of the variety in question,
- b) an export of material, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

#### Article 19

The Breeder's Right Committee shall, after being requested to do so, examine whether conditions imposed by the breeder for his or her approval, in accordance with the second paragraph of Article 17, comply with the sixth paragraph of that Article.

#### Article 20

Where the breeder has not guaranteed plentiful supply of propagating material of the protected variety in this country on favourable terms, to the extent and by the means necessary in order to secure sufficient domestic production of foodstuffs and other widespread public interest, the Minister of Agriculture may authorize a person, who wishes to exploit the variety, to do so. The provisions of Articles 49 and 50 of the Patent Act No 17/1991, as amended, apply, where appropriate, to non-voluntary licensing with respect to varieties. The Minister may require breeders to provide licensees with the necessary propagating material of the variety against equitable remuneration.

#### Article 21

From the date of application until the date of registration in the official register of varieties, breeders may impose conditions, in accordance with the second paragraph of Article 17, provided they submit notification to that effect to the Breeder's Right Committee. In that case the protection period, in accordance with Article 12, is authentic from the date of registration of the said notification in the Breeder's Right Committee's Diary. The provisions of Articles 11 and 20 shall apply in a similar way in the application period.

In the event that a cultivator pays licensing fee before the application has been dealt with, the fee shall be credited to a deposit account under the breeder's name. The amount shall become accessible once the variety has been registered. If the application is rejected, the fee shall be reimbursed at a certain rate of interest.

Every person is free to use a variety for propagation purposes, where an application for the protection of that variety has been withdrawn or rejected. Cultivators, who have used the variety in the application period, will acquire the same status as if they were using an unprotected variety.

## CHAPTER V

### Administration

#### Article 22

The Minister of Agriculture will appoint the members of the Breeder's Right Committee for four years at a time whose duty is to implement Chapters II to IV of the present Act.

The Committee shall be composed of at least three members and five members at the most. At least one member of the Committee shall be an expert in the cultivation and breeding of exploitable plants and another an expert in the field of property right.

#### Article 23

Decisions of the Breeder's Right Committee, based on Chapters II to IV, shall not be subjects of recourse to other administrative bodies.

#### Article 24

[Where a breeder neither resides nor is established in this country, in any State Party to the Agreement on the European Economic Area or a State Party to the Agreement Establishing the European Free Trade Association, matters can be referred to his or her agent.]<sup>1</sup> Where the breeder or his or her agent cannot be reached, the provisions of the Civil Proceedings Act or the Act on the Publication of Law and Administrative Affairs shall be observed, as appropriate.

#### Article 25

A person, who deliberately restricts the right of a breeder pursuant to the present Act or pursuant to rules based on it, shall be fined.

A legal person, who commits such an offence, may be sentenced to pay monetary damages.

#### Article 26

A person, who deliberately or negligently restricts the right of a breeder, shall pay an equitable fee for the exploitation of a variety and compensations for other damages caused by his or her restrictions.



CHAPTER VI

Entry into Force and Other Provisions

Article 27

The Minister of Agriculture may, in the framework of Regulation, lay down more express provisions on the implementation of the present Act.

Article 28

The present Act shall enter into force forthwith.

[Fin de l'annexe II et du document/  
End of Annex II and of document/  
Ende der Anlage II und des Dokuments/  
Fin del Anexo II y del documento]